



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction de la Coordination
et de l'Appui Territorial

ARRÊTÉ

N° 2019-DCAT/BEPE- 210 du 18 DEC. 2019

mettant en demeure la société METALIFER GROUPE ECORE de procéder à la notification aux services de la Préfecture de la Moselle de la mise à l'arrêt définitif partiel des installations de transit, tri et stockage de déchets métalliques situées sur le territoire de la commune de MORSBACH

LE PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le livre I, titre 7 du Code de l'Environnement et notamment son article L.171-8 I,

VU le livre V, titre 1^{er} du Code de l'Environnement et notamment ses articles R.512-39-1 et suivants,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

VU l'arrêté préfectoral DCL n° 2018- A-16 du 10 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-83 du 4 avril 2008, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2011-DLP/BUPE-232 du 29 juin 2011 et n° 2011-DLP/BUPE-474 du 16 décembre 2011, réglementant l'ensemble des installations classées et connexes organisées sur deux sites distincts, distants de moins de 100 mètres :

- le site de transit, tri et stockage de déchets métalliques, comprenant entre autres le centre de dépollution des véhicules hors d'usage, un atelier de réparation des engins, une aire de stockage d'huiles, de graisses et de nettoyants, des bennes de métaux non ferreux et des bacs de batteries usagées et le stockage de fioul avec pompe de distribution,
- et le site de démolition ferroviaire

VU la lettre préfectorale du 14 août 2018 demandant à l'exploitant de procéder à la notification aux services de la Préfecture de la mise à l'arrêt définitif partiel des installations de transit, tri et stockage de déchets métalliques conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement,

VU le rapport du 28 novembre 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est chargée de l'Inspection des Installations Classées

VU le courrier préfectoral du 2 décembre 2019 informant la société METALIFER GROUPE ECORE du projet de mise en demeure ;

.../...

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que les Installations Classées soumises à autorisation au titre de la nomenclature des Installations Classées, sont soumises par décret codifié au Code de l'Environnement (articles R.512-39-1 et suivants), à des dispositions en matière de mise à l'arrêt définitif et de remise en état afin de placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette un usage futur déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-2 et R.512-39-3,

CONSIDÉRANT que l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié n° 2008-DEDD/IC-83 du 4 avril 2008 prescrit les dispositions relatives à la cessation d'activité

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 14 décembre 2017, l'Inspection des Installations Classées a constaté, sur le site de transit, tri et stockage de déchets métalliques, que les déclarations annuelles des émissions et transferts de polluants et des déchets de la société METALIFER GROUPE ECORE révèlent l'absence de réception/traitement de déchets et l'absence de production/expédition de déchets ; aucune activité ne semble se dérouler sur ce site,

CONSIDÉRANT que le courriel de la coordinatrice Qualité Sécurité Environnement de la société METALIFER GROUPE ECORE du 29 janvier 2018 a confirmé que seules les activités du site de démolition ferroviaire perdurent sur le site de MORSBACH,

CONSIDÉRANT que la société METALIFER GROUPE ECORE n'a pas déféré à la lettre préfectorale du 14 août 2018, lui demandant de procéder à la notification aux services de la Préfecture de la mise à l'arrêt définitif partiel des installations de transit, tri et stockage de déchets métalliques conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement,

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 8 octobre 2019, l'Inspection des Installations Classées a constaté, sur le site de transit, tri et stockage de déchets métalliques, que la société METALIFER GROUPE ECORE n'a pas pris les mesures comportant notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,

et que la société METALIFER GROUPE ECORE a donné son site de transit, tri et stockage de déchets métalliques en bail à la société SYDEME pour l'implantation de son centre de densification des déchets, relevant également de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

A R R E T E

Article 1er :

La société METALIFER GROUPE ECORE, établissement secondaire de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (siège social La guerre à CASTINE-EN-PLAINE (14540)), est mise en demeure de procéder, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, à la notification aux services de la Préfecture de la mise à l'arrêt définitif partiel des

installations de transit, tri et stockage de déchets métalliques conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement.

Les installations visées sont les installations de collecte, tri et transit de déchets métalliques comprenant notamment le centre de dépollution des véhicules hors d'usage, un atelier de réparation des engins, une aire de stockage d'huiles, de graisses et de nettoyants, des bennes de métaux non ferreux et des bacs de batteries usagées et le stockage de fioul avec pompe de distribution.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement, les décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L.514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) ;

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société METALIFER GROUPE ECORE dont une copie est également transmise, pour information, Madame le Sous-Préfet de FORBACH-BOULAY-MOSELLE et au maire de la commune de MORSBACH.

Fait à Metz, le 18 DEC. 2019

Le Préfet
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU

